

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

«Légitime défense»: une manipulation

Le drame de Courtenay (voir page 3) soulève à nouveau le problème de l'association «*Légitime défense*».

Le gouvernement, par la bouche de Peyrefitte, dit la condamner. Mais c'est pure hypocrisie. En fait, cette association est le fruit de la campagne du pouvoir sur l'insécurité et la montée de la délinquance. Tout d'abord, qui en est le chef? Ancien président de la Cour de sûreté de l'État, c'est un haut magistrat, grassement payé, ne risquant pas la ruine qui guette certains artisans et petits commerçants. C'est un proche du pouvoir. Malgré son apologie du meurtre, il n'a jamais été inquiété. C'est là un premier point. Le second point, c'est que, malgré le caractère criminel des meurtres des partisans de la «*légitime défense*», jamais ces crimes n'ont été, jusqu'à présent, punis.

La seule légitime défense reconnue par la loi est celle des personnes. Le meurtre de voleurs qui ne menacent pas la vie de leur victime est considéré par la loi comme un crime. Or, dans tous les cas de «*légitime défense*», il y a crime car la vie des personnes n'était pas en danger. Et pourtant, les meurtriers restent impunis. C'est là, manifestement, le résultat de la volonté du pouvoir et un encouragement au développement de ce type d'action. Le but de l'association «*Légitime défense*», est d'ailleurs de rendre légale la notion de légitime défense des biens et de la propriété.

Car pour le pouvoir, le développement de la crainte du voleur, du voyou, etc., est tout bénéfique. C'est d'ailleurs ce qu'il cherche. Le voleur pour les gens devient l'ennemi. Dans le même ordre d'idées, c'est le même réflexe qui fait de l'immigré le responsable du chômage. Pendant que les adeptes de la légitime défense s'en prennent «*aux voyous et aux voleurs*», le véritable ennemi, celui qui accule, entre autres les petits commerçants, à la ruine, peut agir à sa guise. Cet ennemi, c'est le pouvoir et les gigantesques entreprises que sont les monopoles qui sont derrière.

La notion de légitime défense des biens pourrait s'étendre, dans certaines conditions, aux occupations d'entreprises. On devine les conséquences! D'ailleurs, on a déjà vu des patrons tirer sur leurs ouvriers. En cette période de crise, on ne peut manquer d'évoquer de plus certains traits fascisants dans le phénomène de la «*légitime défense*».

L'insécurité la plus dangereuse est celle que fait régner la bourgeoisie en crise avec le chômage, la ruine, la pauvreté qui s'accroissent et qui poussent des jeunes, par exemple, à la délinquance. Il n'y a pas d'autres solutions que d'unir le peuple contre les conséquences de la crise.

Henri MAZERAU.

Nombreux mouvements de grève cette semaine

La semaine qui vient sera marquée par de nombreux mouvements de grève dans divers secteurs. C'est que la volonté de riposter aux attaques du patronat et du gouvernement est grande chez de nombreux travailleurs.

Mais quelles perspectives pour ces mouvements? Doivent-ils seulement être un tremplin pour que quelques responsables syndicaux puissent «*rechercher avec les patrons et les pouvoirs publics la solution la plus réaliste, la plus raisonnable aux problèmes posés?*».

C'est ce que proposait Séguy récemment. Cette voie n'est pas la voie de la lutte. La seule raison qu'entendent les patrons, c'est la force et ils reculeront si les travailleurs développent un rapport de force suffisant.

(Voir pages 3 et 5)

Les patrons ne comprennent que la force



Ils étaient 5 000 à la manifestation de samedi pour protester contre les licenciements dans la navale.

Hommage à Ezzedine Kalak

«La mort pour un Palestinien c'est peut-être un destin, un défi...»



Ezzedine Kalak lors d'un meeting à la Mutualité (Photo HR).

NOMBREUX étaient ceux qui se pressaient samedi soir devant la Mutualité, pour participer à l'hommage à Ezzedine Kalak et à Adnan Hammad à l'appel de l'AMFP (Association médicale franco-palestinienne), de l'Association de solidarité franco-arabe, du collectif national pour la Palestine et de la Conférence mondiale

des Chrétiens pour la Palestine. Ils venaient tous, de tous âges et de toutes nationalités, témoigner que devant les assassinats qui allongent la liste des martyrs du peuple palestinien, le peuple de France comprend et soutient de plus en plus le peuple de Palestine qui se bat pour retrouver sa terre et édifier une Palestine libre, démocratique où Juifs et Arabes pourront vivre en paix. De nombreuses interventions se sont succédées à la tribune, faisant l'éloge d'Ezzedine Kalak, et un film produit par l'OLP, l'AMFP et le Cinéma de Vincennes a retracé la vie de Kalak, toute entière dévouée au combat de son peuple. Après les appels émouvants des

pères de Kalak et d'Adnan Hammad à continuer le combat, la soirée s'est terminée par un appel d'Ibrahim Souss nouveau représentant de l'OLP à Paris, à contrer les tentatives de division du peuple palestinien.

C'est près de 2 000 personnes qui sont venues rendre hommage aux deux martyrs de la Résistance palestinienne assassinés à Paris le 3 août dernier, Ezzedine Kalak, représentant de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) à Paris, et Adnan Hammad, son compagnon. Emotion et enthousiasme répondaient aux nombreuses interventions qui se sont succédées à la tribune, toutes mettant en avant la vie exemplaire de ces deux militants, exemplaire et tenace comme le combat de leur peuple:

Monsieur Bitterlin, a pris la

parole au nom de l'Association de solidarité France-Pays arabes, il a mis en avant la solidarité du peuple français, qui s'est lui aussi battu pour sa terre, avec la lutte du peuple palestinien (71% des Français, se prononcent pour un Etat palestinien selon un sondage récent) malgré l'importance d'une propagande en faveur d'Israël et que pour la paix internationale, la coopération des peuples d'Europe et des peuples arabes était primordiale. Cette solidarité qui se développe, c'est le fruit de l'immense travail d'Ezzedine Kalak. (Suite page 5)

**Démocratie...
La quelle?**

Voir page 5

En marge des accords Salt II

Les inquiétudes de Washington

ALORS que les discussions finales des accords Salt II sur la « limitation » des armements stratégiques vont bientôt s'ouvrir à Moscou, le président Carter vient de décider de donner le feu vert à l'armée américaine pour une première étape vers la dotation de bombes à neutrons (Voir HR bimensuel No 32). Quoique la bombe à neutrons ne soit pas un armement stratégique, il est évident qu'il existe un lien étroit entre cette décision et la prochaine réunion de Moscou. Les Américains, après avoir perdu leur supériorité militaire classique sur l'URSS, ont, en effet, également perdu récemment la supériorité nucléaire. De plus, ils se rendent peu à peu compte que les accords Salt ne ralentiront en rien l'avance nucléaire soviétique.

La question fondamentale qui se pose pour les Américains est de savoir si la signature des accords Salt II, en imposant de nouvelles limites au développement des missiles et des bombardiers nucléaires, aura pour conséquence d'accroître ou de limiter la tendance actuelle à un développement de la supériorité soviétique dans ces domaines.

LA SUPÉRIORITÉ SOVIÉTIQUE SE CONFIRME

Ces cinq dernières années, l'effort soviétique a été tel que les Américains sont actuellement dépassés sur de nombreux points. Les Soviétiques détiennent désormais la tête en ce qui concerne le nombre de missiles nucléaires intercontinentaux (ICBM), le nombre de missiles à têtes multiples (MIRV) et, enfin, le nombre de bombardiers intercontinentaux modernes, principalement avec le nouveau bombardier Backfire. D'autre part, l'un des grands points forts américains, c'est-à-dire la précision possible de leurs tirs, est sur le point d'être rattrapé. Les ateliers soviétiques mettent actuellement au point un missile auto-guidé du même type que le missile américain « Cruise ». On estime généralement que, d'ici quelques années, la précision de tels missiles, tirés à plus de 5 000 km, sera non plus de quelques centaines de mètres, comme c'est actuellement le cas, mais se

mesurera en mètres. Dans ce domaine, l'avantage américain reste certain, il ne le sera peut-être pas très longtemps.

Devant un tel effort soviétique dans le domaine des armements nucléaires, on peut tout à fait douter que les Soviétiques acceptent aujourd'hui une simple égalité des forces.

D'après Carter, l'accord Salt II pourrait être signé si les Soviétiques acceptaient un compromis sur certaines de leurs positions et « faisaient preuve de bonne volonté ». Or, Moscou tient beaucoup aujourd'hui à la signature de cet accord Salt II, pour au moins deux raisons. Dans l'état où il se présente aujourd'hui, c'est un bon moyen d'endormir la vigilance américaine et mondiale. D'un autre côté, il passe sous silence toute une partie de l'arsenal nucléaire soviétique et, notamment, les fameux bombardiers Backfire. Moscou a toujours refusé de les intégrer dans les négociations. L'Union soviétique, qui produit actuellement trente de ces bombardiers par an, pourrait continuer à développer son avance dans ce domaine.

On peut donc penser que le Kremlin pourrait faire quelques concessions de principe afin que l'accord soit signé lors des prochaines rencontres. Il ne serait cependant, bien sûr, pas question que ces concessions portent sur les problèmes fondamentaux et remettent en cause le dé-

veloppement de la supériorité grandissante des Soviétiques dans le domaine nucléaire.

Cette idée de supériorité nucléaire soviétique est d'ailleurs quelque chose de nouveau. Jusqu'ici, il était d'ailleurs communément admis à Washington que la très nette supériorité de

l'armée soviétique dans l'armement classique était « contrebalancée » par l'arsenal nucléaire américain (ce qui, pour un Européen, est totalement faux). Or, aujourd'hui, les USA sont confrontés à cette réalité : en cinq ans, ils ont également perdu la supériorité dans le domaine nucléaire.

C'est cette prise de conscience qui explique un relatif « durcissement » des positions américaines ces derniers mois. C'est aussi, à n'en pas douter, l'explication ultime de la décision toute récente de Carter d'autoriser la fabrication d'ogives pouvant porter des bombes à neutrons. Le pro-

gramme était en attente depuis très longtemps. En mettant cette décision dans la balance des accords Salt, Carter donne une sorte d'avertissement aux Soviétiques. La superpuissance américaine n'acceptera pas de se voir ravir la supériorité dans tous les domaines sans réagir.



Un missile soviétique. Aujourd'hui, les Américains après avoir perdu leur supériorité dans l'armement classique, et de loin, ont aussi perdu leur supériorité dans l'armement nucléaire.

Interview d'un résistant tchécoslovaque (1)

« L'erreur la plus importante ... fut d'élaborer une analyse erronée du régime de l'URSS »

NOUS reproduisons ici une interview accordée par Jiri Pelikan, résistant tchécoslovaque, au quotidien marxiste-léniniste norvégien *Klassekampen*. Pelikan a été à la tête de la télévision tchécoslovaque de 1964 à 1968 et fut élu, juste après l'invasion soviétique, au Comité central du Parti tchèque. Par la suite, il a perdu toutes ses responsabilités ainsi que la qualité de membre du Parti.

Jiri Pelikan : L'erreur la plus importante des dirigeants tchécoslovaques avant l'invasion de 1968 fut d'élaborer une analyse erronée du caractère du régime de l'URSS. L'administration de Dubcek croyait aux garanties du 20e congrès du PCUS et pensait que les dirigeants du Kremlin permettaient une politique indépendante de celle des autres pays du Pacte de Varsovie. Mais c'était une illusion ; les dirigeants soviétiques étaient loin de se préoccuper du socialisme, ils voulaient protéger leurs intérêts de grande puissance.

Klassekampen : Quelle est la leçon de l'invasion de 1968 ?

Jiri Pelikan : Une estimation objective de la situation aurait montré que le danger d'une intervention armée en Tchécoslovaquie était croissant, conséquence logique de la politique soviétique. Il y avait deux

alternatives pour éviter l'invasion. La première était d'abandonner la nouvelle politique de réformes et la lutte pour la démocratie en se soumettant à Moscou. Ce ne fut jamais une véritable alternative. La seconde était d'envisager sérieusement le danger de l'intervention et de nous préparer en fonction de cela.

C'est dès le début que nous aurions dû rapporter aux dirigeants soviétiques que nous voulions une liberté totale pour suivre notre propre chemin. A cet avertissement clair aux dirigeants soviétiques aurait dû suivre la mobilisation des masses, de l'armée et de la milice populaire.

En outre, nous aurions dû chercher rapidement des contacts et un appui auprès des pays qui suivent une politique d'indépendance vis-à-vis de l'URSS, comme la Yougoslavie, la Roumanie et

surtout la République populaire de Chine. On peut dire la même chose en ce qui concerne les forces socialistes et communistes de l'Occident.

Toutefois, tout ceci fut négligé par l'administration de Dubcek. C'est la raison pour laquelle ils sont allés de concession en concession envers l'URSS, ce qui encouragea l'agression soviétique. Quand l'occupation devint alors un fait, le 21 août, il était trop tard pour opposer une résistance efficace. Cette expérience prouve aussi l'importance de la nouvelle opposition démocratique en Tchécoslovaquie et la raison pour laquelle nous devons être considérés comme faisant partie d'un mouvement international. Ce fut encourageant de voir des mouvements d'opposition similaires se développer dans les autres pays de l'est de l'Europe, comme le Comité de défense des ouvriers en Pologne et les mouvements en Allemagne de l'Est et en Hongrie.

Klassekampen : Vous mentionnez en particulier la République populaire de Chine. Quelle fut l'attitude des dirigeants chinois par rapport aux événements de 1968 et aux deux années qui ont suivi ?

Jiri Pelikan : Le 23 août, jour de la fête nationale

de la Roumanie, le premier ministre Chou En-lai prononça un discours, à Pékin, dans lequel il condamnait fondamentalement, et de façon radicale, l'invasion, exprimant son entière solidarité avec le peuple tchécoslovaque.

Dès lors, la Chine développa davantage sa solidarité au travers de sa propre lutte pour l'indépendance nationale.

Je voudrais dire également que la Chine fut le seul pays qui tira jusqu'au bout les conclusions correctes de l'agression soviétique. Ils ont aussi un conflit idéologique avec les dirigeants soviétiques et la Chine comprit qu'un tel conflit pouvait aller jusqu'à une agression armée contre elle-même. Les Chinois prennent toute les précautions nécessaires contre cette éventualité pour défendre leur pays. La théorie de Mao Tsé-toung sur les trois mondes est une arme correcte parce qu'elle élargit le front de tous les pays qui combattent l'impérialisme soviétique et américain.

Je voudrais ajouter que la délégation chinoise aux Nations Unies est la seule qui, à toutes les occasions, exige le retrait de toutes les forces soviétiques de Tchécoslovaquie. Elle souligne la juste lutte du peuple de la Tchécoslovaquie pour l'indépendance nationale. (A suivre)

Iran

Depuis trois semaines, le visage de l'Iran n'est pas seulement celui des massacres perpétrés par l'armée contre le peuple qui exige le départ du Shah pour que soit instauré un régime démocratique et réellement indépendant dans le pays.

L'Iran, c'est aussi aujourd'hui ces dizaines de milliers de grévistes. Depuis trois semaines, le courrier n'est pas distribué. Globalement, c'est toute l'administration qui est touchée. Il y a eu aussi la grève des journalistes des deux grands quotidiens pour exiger une levée de la censure. Ils ont obtenu gain de cause. Des usines entières se sont également mises en grève. Mercredi dernier, les 3 000 ouvriers et techniciens de l'usine de la raffinerie d'Abadan ont cessé le travail. Les banques, les douanes ne fonctionnent plus. Le pays est paralysé. Face à cette situation, le gouvernement fut contraint de prendre des mesures. Ainsi, il a décrété une augmentation de salaire générale pour le secteur public : 7 500 rials par mois (450 F), il a accepté aussi la révision de l'échelle des salaires et le doublement des avantages en nature ainsi qu'une prime de 20 % pour les personnels employés à des travaux particulièrement pénibles.

De nouvelles manifestations ont eu lieu samedi dans plusieurs villes. 60 000 manifestants à Aandjan, 20 000 à Abadan, 5 000 à Machhad. Il y a eu plusieurs morts.

Manifestations et grèves

La volonté de lutte existe, mais ...

Ils étaient 5 000 à Paris pour manifester contre la vague de licenciements qui frappe la navale. Tous les chantiers étaient représentés et la combativité était grande. L'Internationale était le plus souvent préférée au « Fabriquons français » que les dirigeants de la CGT ne parviennent pas à imposer et les drapeaux rouges étaient exceptionnellement nombreux dans le cortège.

5 000, c'est un beau succès, c'est une forte mobilisation.

La volonté de lutte est certaine, la volonté de se rassembler pour la lutte, l'est encore plus.

C'est le cas dans la navale. Ça l'est aussi chez les marins dont le mouvement prend cette semaine un caractère plus solide et qui, du coup, se voit accusé par le gouvernement d'affamer la Corse (rien moins que cela) : le souci des ministres est plutôt, en temps normal, d'emprisonner les patriotes corses, réprimer la population, réduire à presque néant l'économie de l'île : voilà donc une sollicitude aussi suspecte que soudaine !

Les travailleurs de la télévision en sont là aussi, ils seraient tous en grève

mardi pour soutenir leurs camarades de la SFP (Société française de Production).

Et le 25, après les multiples mouvements qui ont secoué les centres de tri, les travailleurs des PTT sont eux aussi appelés à une journée nationale d'action.

La combativité existe, c'est certain, dans de nombreux secteurs, mais bien sûr, cela ne suffit pas pour remporter des succès.

Elle existait aussi le 25 septembre dans la sidérurgie et bien des sidérurgistes auraient alors souhaité que le 25 se prolonge en un mouvement plus vaste et plus puissant. Or, les trois jours d'action de la semaine dernière ont débouché sur l'effritement et ce qui devait les couronner, la journée d'action du 19 n'a été que peu suivie.

Pour ceux de la navale, la journée du vendredi dernier se sera terminée sans propositions pour la suite, sans perspective.

On ne peut s'en étonner, si l'on se souvient de ce que disait Ségué, la veille, à Marseille :

« Nous ne voulons pas pousser les choses au pire, nous ne voulons pas créer les conditions d'une épreuve de force entre nous et les patrons. Nous voulons seu-

lement que les patrons et les pouvoirs publics acceptent de s'asseoir à la table de négociations pour que nous recherchions ensemble la solution la plus réaliste, la plus raisonnable, aux problèmes qui se posent. » Voilà la perspective que donne Ségué aux travailleurs. Que ces derniers montrent leur mécontentement et pour ce qui est du reste, Ségué s'en charge, de façon réaliste et raisonnable ! Nos lecteurs trouveront page 5 ce que nous pensons de cette conception et du genre de démocratie qu'elle sous-tend.

Une telle orientation n'est pas une orientation de lutte ! Elle conduit à l'échec et c'est pourquoi nous la condamnons. La seule raison qu'entendent les patrons et leur gouvernement, c'est la force, celle des travailleurs luttant jusqu'à satisfaction des revendications, par la grève l'occupation si nécessaire, par des mouvements de coordination unissant, ensemble et en même temps le plus grand nombre de travailleurs.

Les succès, certes, partiels, obtenus récemment dans certains centres de tri ont bien montré que là était la voie pour les travail-

Ratification du traité sino-japonais

Un évènement qui concerne le monde entier

TENG Hsiao-ping, le vice-premier ministre chinois, est arrivé dimanche à Tokyo pour ratifier le traité de paix et d'amitié sino-japonais signé à Pékin le 12 août.

Ce voyage sera certainement aussi l'occasion de renforcer les relations économiques entre les deux pays.

Un peu plus de deux mois après sa signature, il n'est pas utile de revenir sur l'importante signification politique de ce traité.

D'abord, bien sûr, il met fin officiellement à un état de guerre de quarante et un ans, ce qui est une bonne chose pour la paix et la stabilité dans la région, contrairement aux affirmations ridicules de la Pravda qui a écrit : « Ce traité est porteur de sérieux dangers pour la stabilité en Asie. »

Mais surtout, c'est un évènement qui intéresse non seulement les deux pays signataires, mais aussi le monde entier. En effet, c'est la première fois qu'un traité entre deux pays inclut une clause condamnant toute tentative d'hégémonie, d'où qu'elle vienne. Moscou, se sentant visé, a violemment réagi, menaçant même le Japon de représailles économiques.

Aujourd'hui, alors que l'offensive soviétique se développe dans le monde (Afrique, Asie du Sud-Est) ce traité, conclu entre un pays socialiste du tiers monde et un pays capitaliste développé, est un avertissement à ceux qui voudraient dominer les autres pays et isoler la Chine.

par la volonté de la Chine de se moderniser rapidement. Désireux de rattraper le retard (une trentaine d'années, expliquent les dirigeants chinois), la Chine a besoin de matériel moderne et technique dans tous les domaines : les sciences et techniques, l'agriculture, l'industrie, la défense nationale. Mais il faut souligner que la Chine n'a pas l'intention d'avoir pour seul partenaire économique le Japon. Les relations économiques de la Chine sont diversifiées et toujours sur un pied d'égalité. Nous aurons d'ailleurs l'occasion d'y revenir.



Teng Hsiao-ping à Tokyo avec des dirigeants japonais

Partisan de la légitime défense

Il tue son propre fils

Les meurtres commis au nom de la « légitime défense » des biens continuent. Samedi, un garagiste de Courtenay, dans le Loiret, a tué son propre fils qu'il avait pris pour un voleur. Dans la nuit de samedi à dimanche, le jeune Stéphane qui a soif se lève, traverse la chambre de ses parents, contiguë à la sienne, et sur la pointe des pieds descend l'escalier qui conduit à la cuisine. Il boit et remonte l'escalier. C'est alors que son père, réveillé, saute sur sa carabine 22 long rifle et apercevant une ombre dans l'escalier, il tire. Le jeune Stéphane, huit ans, atteint en pleine tempe, s'écroule mort.

Ce drame vient illustrer l'imbécillité criminelle de la « légitime défense ». Sous la psychose de la peur, alimentée par les campagnes de pouvoir sur l'insécurité et la violence, des gens, de plus en plus nombreux, s'arment et sont prêts à tirer sur n'importe qui, et même, comme cela a été le cas à Courtenay, sur leur propre fils. La plupart de ces gens sont des petits commerçants et artisans qui gagnent souvent difficilement leur vie et qui croient que, pour eux, l'insécurité vient des petits voleurs susceptibles de leur prendre tel ou tel objet. Ces gens sont manipulés et la manipulation vient de haut. Le chef de la « légitime défense » est un ancien président de

la Cour de sûreté de l'Etat, F. Romero.

Derrière un tel personnage, très proche du pouvoir, il est évident qu'il y a une volonté du pouvoir, du patronat de voir se développer ce genre d'associations qui font du petit voleur l'ennemi et font oublier ceux qui acculent les petits commerçants et artisans à la ruine : les monopoles capitalistes, les gros patrons qui font la loi et ruinent les petits.

On peut juger du cynisme du chef de « Légitime défense », le nommé Romero, qui dit, après le meurtre de Courtenay, avoir tout à fait bonne conscience car, affirme-t-il, « nos morts sont involontaires... ». Pas le moindre petit sentiment de remords chez cet individu.

Samedi, d'ailleurs, son association tenait son assemblée générale à Issy-les-Moulineaux. Les appels au meurtre se sont multipliés. Les foyers d'éducation surveillée ont été qualifiés de « pouponnières à voyous » et la création de camps de travail préconisée. L'hystérie de la salle rappelait de souvenirs vieux d'une trentaine d'années.

PAR CONTRE, UN ALGERIEN EST EN PRISON POUR AVOIR DÉFENDU SA FEMME

Si les meurtriers de « Légitime défense » sont régu-

lièrement acquittés par la justice, par contre elle condamne avec la plus grande sévérité certains qui, eux, sont véritablement en légitime défense et... qui sont Arabes. Le journal *Le Matin* rapporte le cas de Mohamed Sadoun qui tenait un café à Pornichet, dans la Loire Atlantique. Pour défendre sa femme blessée

par une bande de voyous qui écumait la région, il avait tué l'un d'eux à coups de couteau. Il est en prison depuis deux mois. Sa demande de mise en liberté provisoire a été refusée. Mohamed Sadoun lui n'était pourtant pas un adepte de la légitime défense, mais il est Arabe et ceci explique cela.

Un militant anti-impérialiste mauricien expulsé de la Réunion

Jean-Claude L'Estrac, militant anti-impérialiste, secrétaire général adjoint du Mouvement militant mauricien a été expulsé de la Réunion par les représentants du gouvernement français qui dirigent l'île. Le motif : avoir donné une interview dans le *Quotidien de la Réunion*, du 10 octobre. Dans cet interview, il appuyait tous ceux qui réclament l'indépendance de l'île.

A cette occasion, l'OCMLR (Organisation communiste marxiste-léniniste de la Réunion) a publié un communiqué de presse dont voici le contenu :

« L'Organisation communiste marxiste-léniniste de la Réunion (l'OCMLR) : — Elève une vive protestation contre ce nouvel acte

arbitraire du pouvoir colonial.

— Condamne la prise de position des représentants de la bourgeoisie réactionnaire et fascisante (voir les déclarations de l'association des maires fraudeurs dans le *Journal de l'île de La Réunion* du mercredi 11 octobre 1978).

— Lance un appel au peuple réunionnais subissant l'oppression coloniale pour qu'il condamne cet acte sous toutes les formes et manifeste sa solidarité au militant mauricien expulsé de notre pays par l'occupant impérialiste.

L'OCMLR lance également un appel à tous les partis progressistes réunionnais à se rencontrer pour déterminer une action commune.

Marseille

LE CENTRE INTERNATIONAL DE L'UNESCO ET L'ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES vous invitent aux diverses manifestations qui marqueront LA SEMAINE DE L'AMITIÉ INTERNATIONALE du 23 au 27 octobre 1978

Mardi 24 octobre :

- JOURNÉE DE L'AMITIÉ INTERNATIONALE
- 10h : Han Suyin en direct à FR3 ;
- 10 h-14 h : exposition de livres, revues, papiers découpés ;
- 15 h : Han Suyin signera son dernier livre : « Les cent fleurs » ;
- 20 h 30 : dîner de gala de l'UNESCO en présence d'un représentant de l'ambassade de la République populaire de Chine et de Mme Han Suyin.

Téléphoner pour s'inscrire au 54-09-52 (Prix 100 F).

MERCREDI 25 OCTOBRE :

- 15 h : Han Suyin signera ses livres à « Marseille-accueil », 24, rue Montgrand (6e)
- 15 h : film chinois « La vie du panda » ;
- 20 h : film chinois « Les paysans peintres du Houhsien ».

JEUDI 26 OCTOBRE :

- 12 h 30 : repas chinois ;
- 17 h 30 : Rencontre à la FNAC avec Han Suyin ;
- 20 h 30 : GRANDE CONFÉRENCE DE MME HAN SUYIN SUR LA CHINE D'AUJOUR-D'HUI, placée sous la présidence d'honneur de M. Gaston Defferre, député-maire, à la salle Saint-Georges, avenue de la Corse, Marseille (7e).

VENDREDI 27 OCTOBRE :

- Journée de l'Association des amitiés franco-chinoises ;
- 15 h : « Ce que j'ai vu dans les campagnes chinoises », film super 8 ;
- 17 h à 20 h : « Pourquoi et comment nous sommes allés en Chine ». Rencontre avec des personnes de milieux et professions très divers ayant visité la Chine.

* Sauf mention spéciale, toutes ces manifestations ont lieu au centre international de l'UNESCO.

POLITIQUE ET SOCIAL

Procès contre les habitants du Marais (Paris)

Défense du droit au logement

LE 18 octobre, cinq familles du Marais et trois membres de l'Intercomité du Marais passaient en jugement. La RIVP a porté plainte contre eux pour « retards de travaux et incitation à occupation illégale ».

Mercredi 18, à 14 h 30, il y a 130 personnes dans la salle des pas perdus. La salle d'audience ne contient que trente personnes. Ceux qui ne peuvent entrer seront renseignés sur le déroulement de l'audience par les autres.

Les habitants du quartier ne sont pas seuls. Des personnes d'autres arrondissements étaient là ainsi que des représentants d'autres associations : Justice et Paix au Marais, l'Association des parents d'élèves Cornec des écoles de l'Île Saint-Louis, Que Choisir, la CGT, la CFDT de la sous-direction du logement, Fédération du logement de Paris, les locataires du 89, rue Fondary, des associations de Lille et Roubaix étaient aussi présentes.

L'avocat de la RIVP a eu bien du mal à argumenter une accusation qui peut se résumer en une seule phrase : « Nous demandons une sanction exemplaire contre des habitants qui ne veulent pas se laisser expulser. » Le seul document cité par la RIVP, est un numéro des *Dossiers de l'Étudiant* qui, paraît-il, défend la philosophie du squatter. Cette philosophie n'a aucun rapport avec l'Intercomité du Marais.

Les avocats des habitants ont réfuté l'argument de la RIVP, selon lequel la lutte contre les expulsions aurait provoqué le retard des travaux. Des locataires en titre sont restés sur les lieux après l'expulsion de famille

les occupantes, ce qui empêchait les travaux.

La RIVP demande 500 F par mois et par famille pour la durée des occupations alors que les familles n'avaient cessé, durant leur présence, de demander à payer régulièrement un loyer. De plus on n'a jamais vu un prix forfaitaire de loyer.

La RIVP est à bout d'argument. Elle n'a pas fait cesser la lutte des habitants. Par ce procès, elle pensait les démobiliser et leur faire peur. Peine perdue.

La décision du juge sera politique. Elle fera certainement jurisprudence, c'est-à-dire qu'elle influera sur les jugements futurs dans des affaires analogues. Il y a une forte pression des promoteurs et de l'État pour que les habitants soient con-

damnés même à un franc symbolique.

C'est que dans le Marais, des intérêts importants sont en jeu et la lutte sera encore longue et dure. Il est en effet, à long terme, plus rentable de moderniser des bâtiments existants plutôt que de construire de nouveaux immeubles. Après les grands ensembles, les villes nouvelles et la rénovation de quartiers anciens rasés, remplacés par des barres ou des tours de béton, la spéculation concentre ses efforts sur la réhabilitation (*). Mais il y a des difficultés juridiques, une forêt de règlements et surtout la résistance des habitants.

D'où ce procès et cette volonté de répression. Au procès de mercredi 18, les avocats ont plaidé une autre légalité que celle de la RIVP, le droit au logement.

(* Réhabilitation : modernisation des bâtiments anciens.



Expulsions au Marais (Photo HR).

Montreuil-sous-Bois

Grève et coordination au lycée Jean Jaurès

Les lycéens de Jean-Jaurès à Montreuil font grève et occupent les locaux administratifs depuis le lundi 16 octobre. Les revendications sont identiques à celles des lycées de province ou de Paris à savoir :

- Des locaux et classes ne dépassant pas vingt à vingt-cinq élèves ;
- Davantage de professeurs (langues étrangères, éducation physique) ;
- Le rétablissement de la terminale ;
- La nomination des maîtres-auxiliaires, etc

Des discussions se sont engagées pour réclamer l'aménagement d'une cantine, mais cette revendication n'a pas encore été inscrite sur la plate-forme.

Les élèves ont élu un comité de grève qui dirige l'occupation. La première tâche du comité est d'empêcher dans l'action de plus en plus de professeurs, de créer l'unité dans la lutte des enseignants et des lycéens.

La deuxième tâche est de populariser la lutte parmi la population et notamment les parents d'élèves.

Autre tâche importante, réaliser la coordination de tous les lycées en lutte sur une plate-forme commune, en prenant bien soin de maintenir l'unité des syndiqués et des non-syndiqués dans l'action.

Le vendredi 20 octobre a eu lieu à Montreuil une réunion de la coordination des lycées en lutte de la région parisienne afin de faire le bilan.

Samedi 21 et dimanche 22 octobre, toujours dans ce même lycée, la coordination des lycées de Paris et de banlieue s'est réunie à nouveau. Jeudi 26 octobre, ce sera le tour des lycées de province, notamment ceux de Marseille, d'envoyer leurs représentants à Montreuil et dans les lycées de la région parisienne.

Cette attitude des lycéens en lutte à Montreuil est extrêmement positive. Mais la coordination va-

elle rallier l'ensemble des lycées en lutte nationalement ?

Des comités de grève, nés spontanément par ci, par là vont-ils permettre de coordonner des luttes nationalement ?

On ne saurait trop se prononcer encore. Comme le disent les lycéens de Montreuil : « Contre le gouvernement Giscard-Barre, il faut préparer un mouvement d'ensemble, ce n'est pas bahut par bahut que nous obtiendrons satisfaction ! ».

Aux dernières nouvelles, les flics, postés dans la rue de Rosny, surveillent en permanence le lycée Jean-Jaurès depuis le samedi 21 octobre.

Correspondant HR

* Pour contacter le comité de grève de Montreuil du lycée Jean Jaurès, le numéro de téléphone est 287-49-84 ou 287-49-85.

Mésanger (Loire-Atlantique)

Quatre ans après son expulsion, un fermier réinstallé

LORS de la réinstallation de la famille Pelerin sur la ferme dont elle avait été illégalement expulsée par la police, il y a quatre ans, l'état des lieux, réalisé en présence d'une centaine de paysans, a montré qu'il reste pas mal de problèmes en suspens. La vigilance est donc de rigueur, mais quelle victoire !

L'état des lieux montre un mauvais entretien de l'exploitation, pas mal de saleté près des hangars. Il faudra faire venir une entreprise de nettoyage et adresser la note au propriétaire. Il n'y a plus la même quantité de paille que quand Charles et Marie

Pelerin ont quitté la ferme, expulsés brutalement par les flics. Des travaux ont été faits dans l'habitation, entrepris par le propriétaire en attendant que soit construite la belle maison. Celle-ci a été construite sur le terrain de l'exploitation et rien n'est

précisé dans le jugement du tribunal. Elle fait partie de l'exploitation et la fille du propriétaire veut y rester. Il va bien falloir résoudre ce problème avec celui de l'hectare qu'elle s'est réservé autour sur les vingt-huit que contient la ferme en tout. Bernard Lambert et Jean Cadiot de Paysans-Travailleurs l'ont souligné : cette loi protégeant les fermiers date de trente-trois ans. C'est la première fois qu'elle est appliquée. Mais, aujourd'hui, c'est la réinstallation ! Quelle victoire ! Pourtant, il faut rester vigilant. Le propriétaire a proféré des menaces de mort. Pas question de laisser Charles travailler tout seul dans ses champs. Il faudra que l'on s'organise pour qu'il y ait toujours quelqu'un à ses côtés. Il faudra organiser des gardes de nuit.

Correspondant HR

Foyers Sonacotra

Communiqué de presse du Comité de coordination des foyers en lutte

Français-immigrés, unissons-nous pour la riposte !

(Suite de la page 1)

Le Comité de coordination dénonce les actions fascistes de la police et de la Sonacotra.

Des milliers de travailleurs immigrés poursuivent actuellement la grève des loyers dans les foyers Sonacotra.

Les résidents du foyer de Woippy (près de Metz) ont été l'objet mercredi 18 octobre d'une agression sauvage perpétrée par des forces de police.

Une vingtaine de résidents ont été blessés lors de l'attaque, huit d'entre eux hospitalisés - quatre gardés en observation dont un avec un traumatisme crânien, un autre dans le coma. Plusieurs résidents ont été arrêtés par la police.

Pourquoi cette violence ?

La Sonacotra a échoué devant plusieurs tribunaux qui n'ont pas ordonné l'expulsion des résidents. C'est pourquoi elle est particulièrement déterminée à profiter des rares cas où la décision en appel lui a été favorable pour « faire un exemple » c'est-à-dire réprimer sauvagement les grévistes.

Tout ceci avec l'aide d'un Secrétaire d'État, Lionel Stoléru, qui s'était engagé à mettre fin au mouvement revendicatif avant le 1er juillet 1978.

Les violences incroyables du foyer de Woippy montrent clairement les moyens que le pouvoir en place entend mettre en œuvre pour « résoudre le conflit » en cours.

La France serait un pays de liberté... Liberté pour qui ? Le gouvernement, confronté à une lutte puissante et prolongée, pense courir un risque politique minime en faisant le choix politique ignoble de recourir aux méthodes les plus sauvages contre les travailleurs immigrés. Demain, il pourra frapper l'ensemble de la classe ouvrière avec ces moyens et d'autres (tel la loi anti-grève). Le Comité de coordination et les résidents en lutte ne croiseront jamais les bras devant de telles attaques, leur riposte sera toujours immédiate.

Ni les menaces, ni les intimidations, ni les interventions policières dans les foyers ne pourront nous empêcher de défendre nos droits et nos revendications contre la Sonacotra, l'AMEF, l'AFRP, etc.

Le Comité de coordination appelle l'ensemble des résidents grévistes et tous nos camarades français et immigrés solidaires de nos intérêts à préparer la riposte contre les mesures racistes du pouvoir.

Nous appelons toutes les organisations syndicales et les partis politiques à prendre leurs responsabilités face à la multiplication des attaques policières contre les travailleurs immigrés.

A bas la répression policière
Vive le Comité de coordination

Vive la lutte des résidents !
Français-immigrés, unissons-nous pour la riposte !

Communiqué de presse de Paysans-Travailleurs (Extraits)

« Victoire du droit au travail sur le droit de propriété »

Un événement de portée nationale : un fermier expulsé violemment, et il y a quatre ans, rentre dans sa ferme à Mésanger en Loire-Atlantique (...)

Ne nous y trompons pas, seule une action spectaculaire de maintien illégal dans les lieux, suivie d'une mobilisation constante pendant et après l'expulsion, avec une réinstallation provisoire sur des terres de la même commune, a permis de faire revenir la justice sur ces décisions.

La préparation collective et sérieuse des dossiers a empêché les adversaires de prétendre à la validité de la reprise.

En particulier, le film du Front paysan, intitulé fort justement « La reprise abusive », a permis de populariser la lutte en maintenant l'attention sur le problème. C'est grâce à tout cela que nous avons arraché une première victoire, importante pour tous les fermiers.

Mais les propriétaires continuent leur combat d'arrière-garde. Ils ont profité de l'expulsion provisoire des fermiers pour construire sur la ferme une maison d'habitation sans obtenir les autorisations nécessaires. La lutte se poursuit pour que les fermiers puissent se réinstaller complètement et définitivement dans les lieux.

Démocratie : laquelle ?

Le pouvoir ou le droit d'être mécontent ?

UNE des questions qui est dans toutes les bouches et qui est reprise sur tous les tons par les dirigeants de la CGT et ceux du PCF en particulier, c'est celle de la démocratie. Séguin répète à l'envie que sa confédération est démocratique, que son 40e congrès sera démocratique. Marchais explique que si en URSS tout n'est pas joli-joli, le PCF, lui, lutte sans réserve pour la plus grande démocratie. Et tous les deux sont unanimes pour dire aux travailleurs que le moyen du changement, c'est la démocratie. N'est-il pas nécessaire de préciser ce que l'on met derrière un tel mot, surtout quand Giscard lui-même l'utilise abondamment pour définir le régime politique : « la démocratie française » ?

Pour s'entendre sur le contenu du mot, le mieux n'est-il pas de se référer à la réalité, à l'expérience des travailleurs ?

« Démocratie syndicale, démocratie ouvrière dans la mesure où l'on gagne les deux, pas de problème ».

Voilà ce que disait récemment un militant CGT des PTT en faisant le bilan de la grève à laquelle il venait de participer.

Pour les travailleurs, l'expérience de la démocratie se rattache inévitablement à celle de la lutte. En effet, au niveau de l'entreprise, il ne peut y avoir démocratie pour les travailleurs que dans la mesure où est rompue, même momentanément, la logique de l'arbitraire patronal. C'est le cas au sein de l'organisation syndicale. C'est le cas au cours des luttes, au cours des grèves.

En quoi consiste alors cette démocratie ?

Pour certains, elle se résumerait à voter oui ou non aux propositions d'un délégué. Bien entendu, ce n'est pas ça et d'ailleurs cette conception est de plus en plus rejetée et combattue au profit d'une autre radicalement différente que l'on peut résumer ainsi : discuter ensemble des objectifs de la lutte en prenant comme critères les intérêts de classe des travailleurs, décider ensemble des moyens les plus appropriés pour faire aboutir ces objectifs et enfin exécuter ensemble le plan qui a été retenu.

Telle est la façon de faire qui est propre aux travailleurs.

Evidemment, pour agir efficacement, les travailleurs sont amenés aussi à recourir à des formes de délégation de pouvoir. On utilise des représentants pour appliquer telle ou telle décision collective, mais ces délégués restent et doivent rester soumis au contrôle de l'ensemble. C'est ce qui se produit, par exemple, lorsqu'on rend des comptes à l'assemblée générale.

Voilà en gros en quoi consiste la démocratie à laquelle aspirent les travailleurs, celle qui est conforme à leurs intérêts de classe. C'est « l'exercice de la souveraineté », l'exercice du pouvoir des travailleurs sur la conduite de leurs

propres affaires, sur leurs luttes.

UN CONGRES DEMOCRATIQUE ?

A ce sujet, il n'est pas interdit de poser la question de savoir si le 40e congrès de la CGT est effectivement démocratique. Et cela au moins sur un point. Le rapport d'activité qui sera soumis au congrès (c'est déjà un fait nouveau) ne contient aucun bilan critique et autocritique. Pourtant, que l'on sache, les années écoulées ont été plus avares de succès revendicatifs que d'échecs. Cela mériterait d'examiner les causes qui ne sont pas seulement à chercher dans l'intransigeance — bien réelle — du patronat et du gouvernement. La réaffirmation têtue que la ligne suivie était la bonne s'accorde mal avec le souci qui devrait être celui des dirigeants de se soumettre au contrôle de l'ensemble des syndiqués, et pas sur des détails, mais sur l'essentiel : l'orientation, la li-

gne d'action.

De fait, on trouve chez ces dirigeants une tout autre conception de la démocratie (et il ne s'agit pas là des seuls dirigeants de la CGT, c'est vrai aussi de ceux de la CFDT et de bien d'autres). Pour eux, il semble que dans le meilleur des cas, l'exercice de la démocratie consiste à pouvoir s'exprimer.

Ce n'est pas seulement vrai pour les congrès. Ainsi, ils lancent volontiers des appels à la lutte, mais, en réalité, de quoi s'agit-il ?

S'agit-il d'engager des actions puissantes susceptibles de faire céder le patronat et le gouvernement, susceptibles de faire aboutir la volonté des travailleurs ? Des actions dont les acteurs eux-mêmes — les travailleurs — décideraient des objectifs, de la durée et de la forme ?

Nullement, pour preuve la reprise pour rien (ou presque) qu'ils imposèrent en Mai 1968. Pour preuve de nombreuses journées d'action, en particulier celles d'avant les élections. Ici, le rôle des travailleurs est réduit à l'expression du mécontentement. Celui-ci devant être transformé en force matérielle par la grâce des interventions d'experts syndicaux dans l'intimité des négociations avec le patronat ou l'Etat. Les travailleurs n'ont plus leur mot à dire. Ils sont dessaisis de leur lutte dont l'issue se décide ailleurs, en dehors d'eux. On est loin de la démocratie agissante, exécutive des ouvriers, c'est de la délégation de pouvoir sans contrôle et c'est la

« force » des arguments d'experts qu'on substitue à la force des travailleurs.

Il en va de même quand les dirigeants du PCF appellent les travailleurs à « témoigner » leur mécontentement par la lutte, ce mécontentement devant être relayé par les discours d'élus au Parlement. C'est encore la « force » du verbe au lieu de la force des travailleurs.

Mais il faut vraiment que ces dirigeants soient bourrés d'illusions (ou alors qu'ils veuillent en répandre), justement sur la « démocratie française » de Giscard, sur la démocratie bourgeoise, pour proposer une telle voie. Comme si le pouvoir ou le patronat s'intéressaient au mécontentement des travailleurs autrement que pour le réprimer quand il prend des formes qui les touchent.

Ces mêmes dirigeants ouvriers appellent régulièrement les travailleurs à manifester leur mécontentement en votant pour la gauche. Ça arrive tous les trois ou cinq ans et ces élus auraient le pouvoir de transformer le mécontentement en réformes.

LA REPONSE DE BARRE

C'est comme ça qu'au lendemain des dernières législatives, Maire et Séguin expliquaient qu'un Français sur deux avait voté pour la gauche et que même gagnant « Giscard devrait en tenir compte ». En allant à l'Elysée, ils nous disaient : « On va négocier le rapport de force électoral ». On a vu. C'est Barre qui est chargé de fournir la réponse et vous savez combien il en tient compte du point de vue des travailleurs. Dans ce système, la démocratie existe, mais pour les banquiers et les patrons. Leur point de vue, c'est celui qui fait les décisions : ce sont eux qui possèdent le pays, ils sont le pouvoir.

Ainsi, quand on parle de démocratie, il faut préciser.

La démocratie des capitalistes, qui se pratique dans le secret des conseils d'administration, avec tout son arsenal d'élections, de Parlement, de concertation, etc., n'exprime qu'une seule chose, à savoir qu'ils sont les maîtres. Pour les travailleurs, cette démocratie bourgeoise signifie qu'ils sont exploités, opprimés, qu'ils n'ont pas voix au chapitre.

A l'inverse, la démocratie des ouvriers, la démocratie prolétarienne, directe et agissante, est l'instrument et l'expression de leur force contre les exploités. C'est celle qu'il faut faire adopter dans tout le mouvement ouvrier.

Pierre MARCEAU.

Hommage à Ezzedine Kalak

« La mort pour un palestinien, c'est peut-être un destin, un défi... »

(Suite de la page 1)

C'est cette idée qu'a développée Mademoiselle Reboul, au nom du Collectif national pour la Palestine, ajoutant que seul le peuple palestinien pouvait être le garant de la paix au Moyen-Orient.

Pierre-Luc Séguillon, journaliste à *Témoignage chrétien*, a ensuite évoqué sa grande amitié pour Ezzedine et aussi pour les trois autres martyrs, représentants de l'OLP tués en Europe, à Rome, Paris et Londres depuis 1972, qui ont payé de leur sang leur total engagement à expliquer la cause de leur peuple.

la section de Metz a tenu, au nom de sa section, à rendre, lui aussi, hommage à l'homme d'action que fut Ezzedine.

La deuxième partie du meeting a commencé par un film produit par l'OLP et l'AMFP sur la vie d'Ezzedine Kalak dont le combat a été étroitement lié à celui du peuple de France, il a aussi lutté contre le racisme en France et les luttes des deux peuples sont étroitement liées. L'enterrement de Pierre Overney assassiné, alors qu'il diffusait un tract appelant à un meeting antiraciste en fut une étape privilégiée. Ce film s'achève sur la dernière



Ezzedine Kalak lors d'un meeting à la Mutualité (Photo HR)

Le docteur Larivière, président du meeting, a fait état de nombreux messages de soutien, de nombreuses organisations du tiers monde, des travailleurs de la Sonacotra, du CEDETIM, d'organisations politiques françaises (en particulier le PCRML et le PCML) et le plus émouvant sans doute, celui du professeur Minkovski, qui, en tant que juif tenait à faire part de son profond respect pour Ezzedine Kalak et sa volonté de soutenir la lutte du peuple palestinien.

Puis Bauberot, ancien président de *Palestine info* a fait le portrait de Kalak, qui alliait « une passion ardente et un froid coup d'œil », ce qui en faisait un militant particulièrement efficace pour le combat de son peuple. Le professeur Larivière a terminé cette première partie au nom de l'AMFP par un vibrant appel à développer l'activité de l'Association et à renforcer le soutien. Dans ce but, l'Association envisage même de changer de sigle, le côté « médical » apparaissant souvent comme trop restrictif. Un militant de

interview d'Ezzedine Kalak où il donne son message d'espoir : « Pour un Palestinien, la mort, c'est peut-être un destin, un défi, c'est une chose relative ».

Enfin le meeting s'est conclu par les appels des pères de Kalak et d'Hamad, tous deux militants avant leurs fils, et qui ont lancé en arabe un appel vibrant à continuer la lutte. Le président du GUPS (étudiants palestiniens) et le représentant de l'OLP à Paris, Ibrahim Souss, ont conclu par des appels à l'unité des peuples et gouvernements arabes à déjouer ensemble les complots de division contre le peuple palestinien et les accords séparés.

Ce meeting ardent s'est terminé au chant de Biladi (mon pays) un des plus populaires chants palestiniens chanté par la chorale des tunisiens de l'UGET.

Devant la multiplication des attaques, le peuple palestinien a plus que jamais besoin du soutien du peuple de France. Ce meeting parisien est un grand encouragement.



La démocratie à laquelle aspirent les travailleurs : l'exercice de leur pouvoir sur la conduite de leurs propres affaires et de leurs luttes (Photo-correspondant HR).

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge 205 51 10

A propos de la semaine de 40 heures en 4 jours, de ses conséquences pour la vie et le travail des femmes

Il s'agit d'un court article sur l'usine vosgienne (je crois) qui travaille 40 h en quatre jours. Cet article (paru le mardi 26 septembre dans le No 936, page 6) et qui se terminait ainsi : « C'est une atteinte à la santé des travailleurs ». (Je ne me rappelle pas de la formule exacte, lapidaire, qui m'a un peu hérissée).

D'autre part, l'article disait que les ouvrières avaient accepté difficilement. Alors que, personnellement, je n'ai lu ni entendu « la nulle part. De toute évidence, toute chose nouvelle, bonne ou mauvaise, suscite toujours des réactions diverses. La formule ne prouve rien. Et je crois fort dommage que le rédacteur (ou la rédactrice sans enfants certainement, la suite de la lettre vous fera comprendre pourquoi) n'ait pas entendu la déclaration de

l'ouvrière à la radio... car il (ou elle) n'aurait pas écrit cela.

Car, figurez-vous, que ma toute première impression (et celle sans doute de la plupart des femmes mariées avec des petits enfants) a été la suivante : « C'est chouette ! ». Eh oui, moi marxiste-léniniste, j'ai pensé ça (et je pense toujours un peu ça) parce qu'objectivement, cela contient beaucoup d'aspects positifs car :

— Pour les femmes, il ne faut pas raisonner sur 40 h mais sur la double journée, c'est-à-dire donc au retour des 8 heures, 4 à 5 heures de cuisine, ménage, lessive et couture, etc.

— Lorsqu'il s'agit d'une planification du travail professionnel, quatre jours au lieu de cinq, cela signifie aussi une autre planification du travail ménager qui, de

ce fait, n'est plus émietté sur les fins de journée mais est regroupé sur une journée. Et je n'ai pas besoin de dire à aucune femme mère de famille, car c'est évident, qu'on est bien plus efficace à travailler sur une seule journée et avec les enfants à l'école que le soir après une journée de travail.

— Il s'agit d'un gain financier pour les mères qui font garder leurs bébés sur quatre jours au lieu de cinq.

Et c'est bien ce qui est ressorti de l'interview de l'ouvrière. Moi, j'ai retenu une toute petite phrase : « De toute façon, on est habitué à travailler » qui peut aussi se traduire par, de toute façon, on fait plus de 10 heures par jour.

En conclusion, voici les aspects positifs :

— Un gain financier possible de l'ordre minimum de

200 F par mois (frais de garde) ;

— Un meilleur rendement du travail ménager ;

— Un peu moins d'énergie pour la femme qui sait qu'elle a son vendredi pour la maison... et on aime bien avoir une maison propre pour le week-end et qui sait une plus grande disponibilité le soir pour les enfants car on sait qu'on a le vendredi pour entretenir et ranger la maison.

— J'allais oublier qu'on a une journée pour faire toutes les démarches administratives incessantes, les visites médicales, etc., qui ne cessent pas dès qu'on a un ou deux enfants. Il y a toujours quelqu'un qui a quelque chose ou des démarches à effectuer.

Voilà pourquoi ces quatre raisons m'ont fait dire « C'est chouette ».

Objectivement, c'est un compromis qui satisfait les

femmes sur le point financier et sur le point de la santé (et encore une fois, je suis en désaccord avec l'auteur de l'article qui pensait que cela altérerait la santé de la femme). N'oublions pas que c'était une usine de femmes (...)

Voilà le point négatif : — C'est une intégration plus poussée encore dans le rôle dévolu aux femmes dans cette société.

Voilà l'autre tenant de cette contradiction qui a un côté pratique effectivement positif et dont les aboutissements politiques sont mauvais. Mais après tout, peut-être que les ouvrières mettront aussi à profit ce vendredi pour lire, se réunir syndicalement ou dans le quartier. On ne sait pas (...).

Une lectrice de Toulon le 29 septembre 1978

Nous publions cette lettre d'une lectrice de Toulon qui aborde la question trop peu traitée dans notre journal des conditions de vie des femmes ; la lettre critique l'article que nous avons publié le 26 septembre sur le procès de Saint-Dié (40 heures de travail en quatre jours) et pose la question de l'organisation du temps de travail des femmes. Cette réalité « complexe », comme nous le dit justement cette lectrice, mérite quelques réflexions.

Tout d'abord, nous n'avons pas abordé la question du procès de Saint-Dié par rapport à l'aspect spécifique que c'était une usine de femmes, c'est vrai ; et c'est certainement une sous-estimation de l'impact que pouvait avoir cette campagne chez les travailleuses en particulier. Nous essayons de corriger ce défaut de ne pas partir suffisamment des faits concrets. Nous avons seulement envisagé la propagande faite autour de cette affaire du point de vue de la propagande patronale qui veut imposer un horaire de travail annuel (1 920 heures) et, pour cela, a besoin de faire sauter un certain nombre de « verrous » imposés par la législation du travail (qui, par bien des côtés, est le fruit de la lutte des ouvriers). Ces verrous sont au nombre de quatre :

- La durée légale hebdomadaire du travail qui est fixée à 40 heures et qui commande les systèmes d'heures supplémentaires ;
- L'impossibilité de faire 40 heures en moins de cinq jours ;
- La durée maximale du travail fixée à 52 heures (bientôt à 50 heures) ;
- L'impossibilité de dépasser une moyenne de 48 heures par semaine sur un trimestre.

Dans ce sens-là, le problème des 40 heures en quatre jours fait partie d'un tout et un tout qui est une attaque d'ampleur contre les travailleuses.

Venons-en maintenant à l'aspect spécifique, pour les

conditions de vie des femmes travailleuses. Notre lectrice parle d'un certain nombre de points positifs dans cette organisation de la journée de travail pour les femmes :

— Diminution des frais de garde : jusqu'à présent, une nourrice agréée ou une crèche calculent les frais de garde sur cinq jours (qu'ils soient effectifs ou pas). De toute façon, la durée journalière de la garde est accrue et donc l'économie pas aussi importante ; de plus faire 10 heures de travail par jour avec un minimum d'une demi-heure de trajet aller et retour, ça fait une journée de 11 heures, c'est-à-dire soit faire lever les enfants très tôt le matin, soit arriver le soir quand ils sont couchés. En tout cas, ne pas les voir, ou pratiquement pas, pendant quatre jours.

— Meilleur rendement du travail ménager : c'est probable mais il y a des tâches qu'on ne peut pas laisser s'accumuler pendant quatre jours (cuisine en particulier, courses, etc.), et quel rythme le vendredi, s'il faut faire à la fois le nettoyage de la maison, les courses, la lessive, etc. et les démarches administratives en plus !

En contrepartie, ce rythme a certainement bien des inconvénients : accumulation de la fatigue (imaginons 10 heures à la chaîne ou aux CCP... quand on demande aux femmes des travaux qui exigent beaucoup de dépense nerveuse avec des limites physiques déjà poussées au maximum dans le cadre de 8 heures) ;

— Grignotage des avantages acquis (journées pour les démarches et les maladies des enfants) ;

— Diminution de la vie sociale des femmes : pas de possibilité ni de goût de s'attarder ensemble après le travail ;

— Devant la baisse du pouvoir d'achat, libre champ au forcing sur les heures supplémentaires le vendredi ; aujourd'hui, les femmes se mobilisent pour la réduction de la journée de travail pour mieux s'intégrer dans la vie sociale mais pas sur la réduction du nombre de jours travaillés. Les patrons, au contraire, gagneraient beaucoup sur l'absentéisme des femmes en libérant une journée sans diminuer les horaires.

La réaction des travailleuses de la Celles-sur-Plaine était spécifique du fait qu'elles faisaient 9 h 30 et non pas 8 heures et surtout que dans une petite ville de 1 200 habitants, les structures encore rurales rendent moins difficiles à résoudre un certain nombre de problèmes qui sont courants en ville : transport, garde des enfants, etc., et du fait de l'organisation du travail lui-même.

Après discussion avec plusieurs camarades et ouvrières, nous pensons toujours que, sauf cas très particulier, ce nouvel horaire de travail est néfaste et qu'il nous faut le combattre.

Glaire MASSON

Vie syndicale

40e Congrès de la CGT

Novembre 1969 « Vie syndicale »

Le 37e Congrès supprime des statuts « l'abolition du salariat »

Pour éclairer la réflexion des militants qui préparent le 40e congrès, nous voulons revenir aujourd'hui sur le 37e congrès. C'est ce congrès qui, en 1969, en modifiant les statuts, a tourné définitivement une page de l'histoire du syndicat et l'a enfermé dans l'orientation de ces dernières années : soumettre toute l'activité syndicale à l'objectif de la victoire du Programme commun.

En effet, ces modifications sont significatives :

— Article 1 : « La CGT régit par les présents statuts à pour but de grouper, sans distinction d'opinions politiques, philosophiques et religieuses, toutes les organisations composées de salariés conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du

patronat, et désireux de défendre leurs intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels.

« Sont considérés comme salariés tous ceux qui vivent de leur travail sans exploiter autrui, quelle que soit la fonction qu'occupent ces salariés. Nul ne peut se servir de son titre de confédéré ou d'une fonction de la Confédération dans un acte politique ou électoral quelconque. »

Il devient : « ... conscients de la lutte à mener pour défendre leurs intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels. S'inspirant dans son orientation et son action des principes du syndicalisme de masse et de classe qui dominent l'histoire du mouvement syndical français, la CGT s'assigne pour but la suppression de l'exploitation

capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange. Dans l'intérêt même de tous les salariés, la CGT se prononce pour la réalisation d'une organisation syndicale unique et agit dans ce sens. Nul ne peut se servir de son titre de confédéré ou d'une fonction de la Confédération dans un acte politique ou électoral extérieur à l'organisation. »

Ainsi sont exprimés l'objectif de l'abolition du salariat et la définition du salarié, ce qui permet des interprétations diverses : la socialisation des moyens de production ne supprime pas forcément l'exploitation et surtout, comme le dit Bertelot à la tribune, cette nouvelle formulation permet l'éventualité d'étapes intermédiaires à la suppression du régime capitaliste, un pro-

gramme de gouvernement de la gauche.

Et tout se tient, car c'est dans ce même congrès qu'ont été adoptés un rapport d'orientation qui donne comme objectif la constitution de l'Union de la gauche et une annexe sur les nationalisations. Les leçons de 1968 sont tirées, « il manquait un programme de gouvernement » disait Séguin, et à peine un an après, tout est mis en œuvre pour orienter la lutte des travailleurs dans ce sens. C'était en même temps enlever son caractère de classe au syndicat et le pousser dans l'ornière de la collaboration de classe. Les difficultés rencontrées aujourd'hui dans le recrutement montrent sans doute que si on n'a plus « un syndicat de classe », on a du mal à garder un « syndicat de masse » !

A Grenoble, comme ailleurs, il manque des instituteurs et des professeurs, mais la riposte s'organise

- Les problèmes dans le primaire :
- Six postes d'instituteurs supprimés notamment au Grand Châtel à Bauvert et à Bizanet ;
 - Une classe est supprimée à Saint-Martin d'Herès (école Paul Bert) ;
 - Il manque une maîtresse à l'école Saint-Etienne-du-Creuset.
- Les problèmes dans le secondaire :
- Lycée Jean-Bart à Grenoble. 120 internes de plus cette année. Il manque :
 - Six agents de service ;
 - Un agent d'entretien spécialisé ;
 - Deux postes de surveillants ;
 - Un poste de conseiller d'éducation ;
 - Au lycée Vaucanson à Grenoble :
 - Un poste d'agent de service et un poste de personnel administratif ont été supprimés.
 - Pour cinq classes, les cours d'anglais ont commencé avec quinze jours de retard alors que l'absence du professeur pour la rentrée était connue depuis le mois de juin ;
 - Six heures de mathématiques pour une classe de seconde T prévue en juin ne sont pas assurées ;
 - L'enseignement du russe en seconde langue, créé l'an dernier, a été supprimé ;
 - Un emploi de maître-auxiliaire est supprimé alors que les besoins n'ont pas diminué.
 - Lycée Pablo-Neruda à Saint-Martin d'Herès :
 - Des heures d'anglais et d'économie familiale non-assurées ;
 - Dix classes n'ont pas d'éducation physique ;
 - Un professeur de lycée et deux professeurs d'atelier manquent ;
 - Il manque aussi du personnel de service et d'administration ;
 - Les classes sont surchargées : 38 élèves ;
 - Il manque aussi des machines nécessaires aux élèves.
 - Ecole normale :
 - Baisse du recrutement dans les écoles normales, quatre-vingts places ont été prévues cette année contre 190 l'an passé.
 - Université :
 - Deux cents universitaires non-titulaires (assistants ou vacataires) sont menacés de licenciement par le décret du ministre aux Universités, Mme Saunier-

Séité :

- Suppression de six à vingt-deux postes de professeurs du service inter-universitaire des sports.

LA RIPOSTE LA LUTTE

Dans le primaire, les parents des élèves de l'école Saint-Martin d'Herès occupent l'école et assument eux-mêmes une partie des cours.

Les parents des élèves de Saint-Etienne du Creuset barrent la N 520 en criant : « Nous voulons une maîtresse, nous voulons une maîtresse ».

Dans le secondaire, grève tournante au lycée Jean-Bart des différentes catégories du personnel. Grève au lycée Pablo-Neruda.

A l'université, deux-cents universitaires grenoblois se rendent au rectorat, leur délégation trouve porte close. Manifestation à propos de la suppression du poste d'enseignant d'éducation physique du club « Grenoble université montagne ».

Les étudiants d'éducation physique sont en grève. La réforme Soisson n'offre plus de débouchés pour eux.

RÉFORME SOISSON

A l'occasion de la venue à Vizille (20 km de Grenoble) de Jean-Pierre Soisson (venu fêter au château de Vizille les 80 ans de M. Point). Les syndicats d'enseignants d'éducation physique avaient organisé une manifestation. 1 000 manifestants étaient venus. « Non au plan Soisson, au chômage, à la destruction de l'éducation physique ! », « Herzog, Missoffe, Comiti, Djoud, Soisson... les ministres passent le sport trépassé ! ».

Comment certains permanents CGT «animent» le débat démocratique

Le vendredi après-midi, les camarades du Parti collèrent des affiches du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) pour le quotidien à divers endroits d'Argenteuil.

Le samedi matin, j'allais faire des courses et j'eus un spectacle... Nos affiches avaient été arrachées, déchirées ou encore recouvertes.

Par qui ? Par la CGT.

Que la CGT recouvre nos affiches n'est pas un fait nouveau mais que des militants (permanents CGT) s'acharnent à les arracher, je trouve ça « dégueulasse ».

Mieux encore, avenue Jean-Jaurès, tout près de l'UL-CGT, se trouve un mur assez long, souvent recouvert d'affiches. Or, durant une semaine, sur ce mur, ne se trouvaient que deux affiches des Amitiés franco-chinoises « Rencontre Chine ».

Ce même samedi, le seul endroit où la CGT a collé des affiches, c'était sur celles des Amitiés franco-chinoises.

Et pourtant, il y avait de la place ! On assiste, en ce moment, à une fleuraison de grillages. En effet, les municipalités PCF (championnes des libertés) sèment, de ci de là, des grillages sur les murs où l'on avait tendance à coller quelques affiches.

Le plus bel exemple se trouve à Montreuil, au centre commercial de La Noue. Nous étions les seuls à coller des affiches à cet endroit, la municipalité révisionniste a nettoyé les murs et a posé de solides grillages.

Trigano licencie 133 ouvriers en Drôme - Ardèche

Cela va mal chez Trigano en Drôme-Ardèche. Cent trente-trois ouvriers et ouvrières viennent d'être informés qu'ils étaient licenciés.

- Fermeture de la Roche de Glun (Ardèche) avec licenciement des trente-sept ouvriers ;

- Fermeture de l'établissement Trigano de la rue Cettier à Tournon (Ardèche) avec le licenciement des vingt-huit ouvrières ;

- Licenciement de dix-huit personnes à Trigano à Lamastre (Ardèche) ainsi que de dix ouvrières à l'établissement Trigano de la rue Labatie à Tournon (Ardèche) ;

- Licenciement de quarante personnes à la SEFAMAC à Annonay (Ardèche), soit la moitié du personnel.

Si les patrons de Trigano, propriétaire du Club Méditerranée, trouvent leur compte dans cette opération de restructuration en Corée du Sud et en Allemagne de l'Est, les travailleurs de Drôme-Ardèche en font aujourd'hui les frais et les travailleurs de Corée du Sud et d'Allemagne de l'Est subissent, quant à eux, une exploitation encore plus tenace avec des régimes soi-disant libéraux ou socialistes.

Que M. Barre ne vous dise pas qu'en Drôme-Ardèche, la progression des salaires est trop forte, car trop de travailleurs ne touchent que le SMIC ou 2 000 F par mois, comme à la SIR-CARAVELAIR-Tournon.

Nous pouvons voir à travers l'exemple de Trigano que la « crise », dont les conséquences pour les travailleurs sont le chômage et la misère, n'est pas due aux salaires trop élevés mais, bel et bien, à la politique de restructuration des groupes capitalistes et des banques (Trigano est contrôlé à 99 % par le Crédit lyonnais).

Il y a actuellement 18 000 chômeurs en Drôme-Ardèche et les 133 licenciements de chez Trigano n'annoncent certes pas des jours meilleurs aux travailleurs de cette région déjà déshéritée.

Comme le dit le tract du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) de l'usine Caravelair de Tournon (Ardèche), c'est tous ensemble qu'il faut lutter dans l'unité et non dans l'isolement et la division.

Télévision

MERCREDI 25 OCTOBRE

- 20 h 30 SUR FR3 -

LE VOYAGE DE SELIM

Régine Martial a passé son enfance en Algérie où elle a été témoin des massacres de Sétif en mai 1945 et de la répression qui a suivi. En réalisant ce film pour FR3, elle a voulu montrer le racisme quotidien subi par les travailleurs immigrés. Elle a choisi comme cadre de l'action une ville de province et comme thème une histoire d'amour entre un jeune Algérien et une jeune Française. D'après ce que nous en savons, c'est un fervent réquisitoire contre le racisme qui ne manque pas d'intérêt.

MERCREDI 25 OCTOBRE

- 22 h 05 SUR TF1 -

SOS ENFANTS - No 1 : Les enfants qui dérangent

C'est la première partie d'un reportage réalisé par Igor Barrère et Étienne Lalou sur l'association SOS-enfants qui tient une permanence 24 heures sur 24 où défilent des enfants et des adolescents en difficulté. Créé par Bertrand Boulin, fils de l'actuel ministre du Travail, SOS-enfants se veut un refuge et un lieu de réflexion pour tous les fugueurs, mal aimés, incompris et délinquants. Les animateurs de cette association fondent leur action sur l'écoute de l'enfant. Leur volonté est de lui restituer la part de pouvoir qu'il est en mesure d'exercer. Parfois à la limite de la légalité, ils sont plus tolérés que réellement acceptés par les autorités. Il s'agit certes de gens mus par des conceptions humanistes qui, bien que se défendant de vouloir éliminer la révolte des jeunes, n'en font pas moins un travail visant à intégrer socialement les déviants du moins à les marginaliser de manière acceptable. Cette émission vaut cependant la peine d'être regardée, elle est certainement riche d'informations sur tous les problèmes actuels des enfants et des adolescents.

JEUDI 26 OCTOBRE

- A 21 h 30 SUR TF1 -

LE DÉFI EUROPEEN

Cette émission tente de faire le point sur les rivalités économiques et monétaires entre les USA et l'Europe. Avec notamment des interviews de PDG et de responsables politiques tant américains qu'euro-péens. Bien que ces émissions soient parfois arides et difficiles à suivre, elles sont, en général, fort instructives. Elles nous permettent, notamment, de mieux connaître comment la bourgeoisie développe sa propagande à travers ce genre d'émissions d'informations.

VENDREDI 27 OCTOBRE

- A 20 h 30 SUR FR3 -

LES TRANSPLANTATIONS D'ORGANES

Cette émission tente de faire le point sur le problème des transplantations et de répondre aux questions que se posent les téléspectateurs. La première partie comporte des séquences d'opérations complétées par des interviews de spécialistes. La deuxième partie aborde les problèmes psychologiques et moraux à partir des points de vue émis par des juristes, des religieux, des « hommes de la rue », mais aussi des malades en attente de transplantation.

VENDREDI 27 OCTOBRE

- A 22 h 10 SUR TF1 -

GYMNASTIQUE CHAMPIONNATS DU MONDE

Une heure de gymnastique à Strasbourg pour l'attribution du titre mondial individuel. Un excellent spectacle pour tous les amateurs de ce sport.

Vendée



Le mercredi 18 octobre, une délégation départementale du SGEN-CFDT occupe le standard de l'inspection académique pour protester contre les classes surchargées et exiger la création de postes. La photo montre la délégation quelques minutes avant l'évacuation par les forces de police.

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
 Rédacteur en chef : Jean Quercy
 Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
 L'Humanité rouge : pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18
 CCP 30 226 72 D La Source
 Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druésne
 Commission paritaire No 57 952.
 Distribution NMPP
 Imprimerie La Nouvelle.
 Dépôt légal 4e trimestre 1978.

Durant tout notre séjour, nous avons senti en permanence combien l'agression vietnamienne pèse d'un grand poids dans la vie et la construction du pays. Nous avons senti la menace de l'agression à tout instant dans la gravité, la préoccupation des camarades qui nous accompagnaient et dans les explications approfondies des dirigeants du Kampuchea. Il y a aussi la forte proportion de femmes au travail dans les champs car, de nouveau, les hommes sont mobilisés, prêts à défendre le sol de la patrie sur la frontière orientale.

L'agression vietnamienne contraint le Kampuchea démocratique à maintenir cette situation d'alerte, cette situation de guerre.

**LA STRATÉGIE
« D'ATTAQUE-ÉCLAIR,
VICTOIRE ÉCLAIR »
A ÉCHOUE**

Car il ne s'agit pas d'une simple question de frontières, encore moins d'une agression du Vietnam par le Kampuchea comme ont voulu le faire croire les dirigeants vietnamiens.

En Occident, même ceux qui s'acharnent contre le Kampuchea ne croient plus à cette fable. Comment peut-on agresser son voisin en se battant sur son propre sol ? Les combats de janvier et d'avril se sont tous, en effet, déroulés sur le sol du Kampuchea.

Avant janvier 1978, les dirigeants vietnamiens avaient préparé le terrain ; tout en parlant « d'amitié spéciale » avec le Kampuchea, ils ont procédé à des incursions militaires ; ils ont provoqué des incidents de frontière. Une délégation de dirigeants du Kampuchea au plus haut niveau était allée à Hanoï, en juin 1975, pour régler tous les différends entre les deux pays ; le peuple du Kampuchea veut une amitié correcte, basée sur le respect mutuel et non d'une « amitié spéciale ».

Les dirigeants vietnamiens ont mal reçu les dirigeants du Kampuchea et n'ont pas cru bon de répondre à leurs propositions. Leurs manœuvres d'intimidation ayant échoué, ils ont lancé une offensive de grande envergure.

En décembre 1977, ils avaient massé quatorze divisions à la frontière et ont lancé leur première « attaque-éclair ». Pourquoi une telle tactique ? « L'attaque-éclair » massive, suivie d'une « victoire-éclair », aurait réglé quelques problèmes épineux pour les dirigeants vietnamiens :

- Éviter la contre-attaque du Kampuchea ;
- Éviter la condamnation de l'opinion publique internationale ;
- Éviter le mécontentement du peuple vietnamien qui n'aurait pas à subir une guerre de longue durée.

Phnom Penh pris en 24 heures, les dirigeants vietnamiens auraient pu accomplir un terrible forfait en douceur, sans grande casse pour eux, sans grande vague dans l'opinion internationale. Cette tactique a échoué... et les dirigeants vietnamiens ont dû continuer leurs attaques toute l'année, diminuant leurs divisions à la frontière sans cesser les harcèlements pour autant.

**LES DIRIGEANTS
VIETNAMIENS
S'EFFORCENT
D'ANNEXER LE
KAMPUCHEA...**

Leur but initial est inchangé : ils veulent annexer le Kampuchea, ils veulent « l'avaloir », comme dit le peuple kampuchéen. De longue date, ils ont développé la thèse de la « Fédération indochinoise ». L'Indo-

**1 000 Km à travers le Kampuchea
démocratique (Cambodge) (9)**

**L'agression
vietnamienne**



Fusil mitrailleur RPK 7,62 de fabrication soviétique récupéré après l'offensive vietnamienne (Photo HR).

NOUS n'avons pas vu, de nos yeux vu, toutes les marques de l'agression vietnamienne car nous n'avons pas eu le temps de nous rendre à la frontière-est du pays. Des camarades journalistes turcs du quotidien marxiste-léniniste turc *Aydinlink*, présents au Kampuchea pendant notre séjour, sont allés dans la province de Takeo ; ils ont visité un village qui a été occupé par l'armée vietnamienne lors de son agression de début 1978 ; ils ont rencontré des « Khmers krom », Khmers habitant le Sud-Vietnam qui l'ont fui et se sont réfugiés au Kampuchea. Nous publierons ultérieurement leur témoignage.

chine (Vietnam, Laos, Kampuchea) est une création pure et simple des colonialistes français ; les peuples des trois pays ont combattu côte à côte contre les Français, puis contre les impérialistes américains. Cela ne justifie pas pour autant qu'ils se regroupent dans un même pays, nécessairement sous la tutelle du Vietnam, plus nombreux et puissamment armés.

Aujourd'hui, les dirigeants vietnamiens veulent s'emparer du Kampuchea. Pourquoi cela ? Cela est conforme à une stratégie politique et militaire d'expansion de devenir une grande puissance dans la région, d'accumuler ainsi des forces pour dominer ou contrôler d'autres pays du Sud-Est asiatique. Les dirigeants vietnamiens sont « gourmands » et s'en cachent

à peine, puisqu'ils ont exprimé publiquement leur regret de ne pas avoir annexé le Kampuchea pendant la guerre contre les Américains.

Mais ont-ils des difficultés que réglerait en partie, croient-ils, l'annexion du Kampuchea ? Le Vietnam a cinquante millions d'habitants, il manque de terres cultivables ; le Kampuchea a sept millions d'hommes et ne manque pas de possibilités, nous l'avons vu.

Les terres rizicoles du Sud-Vietnam couvrent à peine les besoins alimentaires du Vietnam ; annexer le Kampuchea, n'est-ce pas la solution trouvée à Hanoï pour résoudre la question ? Lors de son agression du début 1978, l'armée vietnamienne est venue avec des chars et aussi des camions et des grues : les greniers à riz des villages

kampuchéens ont été pillés ou détruits ! Des ressortissants chinois de Saïgon, ayant fui le Vietnam, n'ont-ils pas témoigné que les autorités vietnamiennes racolent des Vietnamiens d'origine chinoise pour des « opérations-suicide » au Kampuchea et qu'elles font du marché noir avec le riz volé lors des incursions en territoire kampuchéen ?

**... ET LES SOCIAUX-
IMPÉRIALISTES RUSSES
LES ENCOURAGENT**

Mais les dirigeants vietnamiens n'agissent pas seuls ; ils sont soutenus dans leur sale entreprise. Brejnev leur fournit des armes, des chars, des muni-

tions. Le Kampuchea est un obstacle pour le contrôle du Sud-Est asiatique par l'URSS. Or, l'impérialisme soviétique, ces derniers mois, a déployé une attaque d'envergure dans la région : il s'appuie sur le Vietnam, y installe une base militaire navale à Cam Ran Bay et cherche à étendre davantage sa zone d'influence. Le point stratégique-clé, c'est le détroit de Malacca qui relie l'océan Pacifique et l'océan Indien. Pour le contrôler — à des fins militaires —, il faut contrôler tout le Sud-Est asiatique, faire sauter le « verrou » du Kampuchea, s'infiltrer dans les autres pays de la région et faire pression sur eux.

Il n'y a pas de mystère : lors de son agression, l'armée vietnamienne a utilisé des chars soviétiques et des armes soviétiques ; dans l'état-major de Lon Nol, nous avons vu exposé du matériel de guerre vietnamien et soviétique : casques, fusils, autos blindées, etc. Pendant l'agression, il y avait des « conseillers » soviétiques sur le terrain.

Certains, dans la presse occidentale, ont parlé de « guerre fratricide » entre Vietnamiens et Kampuchéens. On le voit, ce n'est pas le cas ; la guerre au Kampuchea, ce n'est pas l'affrontement de deux peuples, hier unis par le combat commun ; c'est une guerre d'agression, menée par les dirigeants expansionnistes vietnamiens, soutenue par les impérialistes de Moscou et qui pâtit au peuple du Kampuchea ; elle est aussi contraire aux intérêts du peuple du Vietnam et lui aussi en pâtit.

Dans le passé, nous avons soutenu pleinement le combat des peuples du Vietnam, du Laos et du Kampuchea contre l'ennemi américain. De tout temps, le soutien internationaliste de notre Parti est allé et ira à tous les peuples qui luttent les armes à la main contre l'impérialisme pour leur indépendance nationale et leur liberté.

Il y a une nouvelle situation ouverte dans le Sud-Est asiatique aujourd'hui ; notre Parti en a déjà parlé et aura encore à fournir des explications. Dans cette nouvelle situation, le soutien internationaliste de notre Parti va pleinement au Kampuchea démocratique qui défend son indépendance face à l'agression des dirigeants vietnamiens soutenue par le social impérialisme.

Quand nous avons quitté le Kampuchea à la mi-septembre, nous avons appris que les dirigeants vietnamiens se préparaient à une offensive contre le Kampuchea lors de la saison sèche qui approche. Une dizaine de divisions vietnamiennes ont été regroupées sur la frontière ; un pont aérien russe ravitailla à la hâte l'armée vietnamienne en matériel. Le camarade Pol Pot nous a indiqué, dans son exposé : « L'évolution de la situation actuelle est la suivante : ils (les dirigeants vietnamiens et soviétiques) poursuivent leur agression militaire, ils mènent des activités diplomatiques dans le Sud-Est asiatique et dans le monde », et il a souligné les difficultés internes au Vietnam, son isolement grandissant parmi les pays non-alignés et certains pays du Sud-Est asiatique.

Il a réaffirmé la détermination du peuple et des communistes du Kampuchea à défendre l'indépendance nationale de leur pays ; il a réaffirmé sa confiance dans les capacités du peuple du Kampuchea à résister en comptant principalement sur ses propres forces, sans toutefois cacher les difficultés et les obstacles. Dans cette situation d'urgence, notre soutien au peuple et aux communistes du Kampuchea doit leur être pleinement acquis. Nous y reviendrons dans d'autres articles.